

# Le prix du lait joue au yo-yo

**AGRICULTURE** Depuis 2007, le marché du lait connaît une très grande volatilité des prix

- Un nouvel été difficile pour les producteurs wallons de lait.
- Comme il y a quelques années, les prix du lait sont tombés en dessous du seuil de rentabilité de certains producteurs.
- Les raisons de cette glissade. Analyse.

Le geste en rappelle d'autres. Mardi, des agriculteurs ont déversé du lait devant le Parlement européen à Bruxelles, pour dénoncer la chute des prix. Avec la rémunération donnée au litre, les laitiers ne sont plus en mesure de couvrir leurs coûts de production. Trois ans après une crise où le secteur avait déjà beaucoup trinqué, rien n'aurait donc changé. C'est à nouveau la galère, pour de nombreux fermiers. Tentative d'analyse, à quinze jours de l'ouverture de la Foire agricole de Libramont.



Des agriculteurs ont déversé mardi dernier du lait devant le Parlement européen à Bruxelles, pour dénoncer la chute des prix. © OLIVIER VIN/BELGA

**1 Une offre trop importante** La crise de 2009 est-elle comparable avec les soubresauts vécus depuis ce printemps ? La réponse est nuancée. La crise financière de 2008 a ralenti l'activité économique. Conséquence : une diminution de la demande en lait et en produits dérivés. Le prix du litre payé à l'agriculteur est descendu à 20 centimes le litre. Insuffisant pour couvrir les coûts de production. Les fermiers réclamaient un minimum de 30 centimes. Aujourd'hui, la rémunération est repassée sous cette barre. « L'offre dépasse cette fois

**Entre 2006 et 2011, la collecte de lait est en hausse de 11 % et 23 % des fermes ont disparu**

la demande, assure Renaat Debergh, administrateur délégué de la Confédération belge de l'industrie laitière (CBL). Après deux bonnes années, avec une moyenne de 34 centimes par litre pour 2011, les producteurs ont réagi avec trop d'enthousiasme. Il y a trop de lait, dans un marché actuel avec une demande normale. »

Ce rythme de croissance, la Belgique y participe. Entre 2006 et 2011, la collecte de lait a augmenté de 11 %. Sur la même période, 23 % des fermes actives dans le secteur laitier ont disparu. « La productivité est en hausse partout », dit la CBL.

**2 L'agriculteur impuissant** Personne n'en disconvient : l'agriculteur est complètement démuné dans l'établissement du prix du lait. Il n'a pas de pouvoir de négociation auprès des autres maillons de la chaîne, malgré qu'il soit bien souvent coopéra-

teur ou actionnaire des laiteries.

« Il est un fournisseur "soumis" », relève, dans une étude sur la filière en Wallonie, Pierre Maquet. La situation est d'autant plus fragile au sud du pays, en l'absence d'une réelle politique de valorisation de la production. Sur 100 litres de lait, 85 partent pour des produits à faible innovation (lait, beurre, poudre...). « Beaucoup d'outils de valorisation ont disparu en Wallonie. Quelles sont encore les grandes marques propres, celles où l'agriculteur peut espérer dégager une marge de revenu supplémentaire ? », s'interroge Pierre Ska, le président de l'ASBL Filière lait. « Nous sommes plus que jamais très dépendants du marché mondial et de ses fluctuations. D'autres régions, en France par exemple, ont déjà opéré un changement. »

**3 Transparence des prix** Même le Service public fédéral (SPF) Economie, dans une étude réalisée sur la transparence des prix, semble s'y perdre : « La relation qui lie le consommateur au producteur est loin d'être facilement identifiable », peut-on lire. La filière est rendue complexe, d'une part, à cause des nombreux flux physiques et, d'autre part, un marché sans frontières.

Depuis sa collecte à la ferme, le litre de lait transite par une chaîne à plusieurs maillons, avec des destinations différentes : laiterie, grossiste, transformateur, industrie agroalimentaire, grande distribution... A chaque étape, se négocie un prix, avec des acteurs à la recherche de profits, qui n'ont pas tous le même poids à la table des discussions.

« L'industrie agroalimentaire

et la grande distribution ne sont pas les principaux responsables, même si le lait ne doit plus être un produit d'appel en rayon. Nous sommes dans un contexte mondial : la loi de l'offre et la demande », ajoute Pierre Ska. De son côté, la CBL se défend de presser les producteurs : « Nous ne savons pas peser », estime Renaat Debergh.

**4 Un marché sans balises** Depuis 2007, ce qui caractérise le marché du lait, c'est une très grande volatilité des prix. La suppression annoncée des quotas et l'évolution de certains mécanismes de soutien placent les exploitations face à des enjeux qui les dépassent. Et plus personne ne croit à un retour en arrière.

« Ce qui est sur la table aujourd'hui au niveau de la Commission européenne avec le "Paquet Lait" trouve déjà ses limites car les moyens ne suivent pas », observe l'administrateur délégué de la CBL. De 2006 à 2011, on a produit, sur la planète, 66 milliards de litres de lait en plus. « Dans cet ensemble, l'Europe a contribué avec un milliard, ce qui est peu par comparaison aux autres continents. Si vous limitez les quantités chez nous et pas ailleurs, nos concurrents vont rigoler. On peut le regretter, mais c'est comme ça », signale Renaat Debergh.

Le paysage des fermes belges sera, c'est une certitude, remodelé. Une restructuration inévitable. « La production moyenne par exploitation est de 360.000 litres chez nous. Aux Pays-Bas, ils sont déjà à des volumes de 600.000 litres », résume le responsable de la CBL. ■

NICOLAS DRUEZ

## Pierre Maquet : « L'agriculteur doit se réapproprier la valeur ajoutée »

ENTRETIEN

Pierre Maquet, chargé de mission au Centre de recherches agronomiques de Gembloux, a réalisé une analyse sur la filière laitière active en Wallonie. Ce document de plus de deux cents pages a été commandé par l'ASBL Filière lait et produits laitiers wallonne. Sans jeter la pierre aux différents acteurs, l'auteur met en lumière les mécanismes de fonctionnement du secteur.

**A la lecture de votre étude, l'agriculteur semble être impuissant face au prix accordé pour le lait produit ?**

Il n'est pas du tout maître de cet élément. Il n'a aucune prise sur le prix fixé, même s'il est coopérateur dans une laiterie. Il faut bien comprendre que le lait est une matière qui circule très facilement, avec une concurrence très forte. Même au sein de l'Europe, il existe des différences. En Pologne et dans d'autres pays de l'Est, les coûts de production sont moins élevés. L'agriculteur wallon se trouve donc déjà confronté à une concurrence avec des pays voisins européens, avant même d'évoquer le marché mondial.

**La grande distribution et l'industrie agroalimentaire sont souvent montrées du doigt par le monde agricole. A raison ?**

Oui et non. Oui, parce que certains groupes ont besoin d'énormes volumes et ont des débouchés colossaux. Ils pèsent par consé-

quent lourd. Ce sont des acteurs majeurs. Ils disposent d'arguments lors d'une négociation. Lors d'un appel d'offres, leur position a toute son importance. Ils n'ont cependant pas totalement la main. Le consommateur, ne l'oublions pas, reste le destinataire final. Il y a, si l'on veut être synthétique, deux facettes en lui. Il veut un produit typé, où le développement durable est pris en compte, le bien-être animal, etc. Et puis, lorsqu'il est dans un rayon, il se décide en fonction de son portefeuille. Nous nous trouvons avec cette dualité. On doit s'interroger sur cette volonté d'aller vers le tout au moins cher. En outre, la part du revenu que l'on consacre à l'alimentation est en baisse.

**Existe-t-il encore un avenir pour la filière du lait en Wallonie ?**

Il y aura toujours un avenir. Il



Pierre Maquet a disséqué, dans une étude fouillée, le marché wallon du lait. © D.R.

faut arriver à un nouveau point d'équilibre, en intégrant la disparition des quotas, l'après Politique agricole commune et d'autres éléments. Mais cette évolution risque d'occasionner encore des dégâts. Des fermes continueront à disparaître et nous aurons une forme d'intensification. Nous sommes dans une période où le marché, qui est d'une grande complexité vu le nombre d'intervenants, se cherche. Tous les pans de la filière souffrent. C'est le principe de l'effet domino : si vous touchez à une pièce, les autres bougent également.

**Travailler sur la valeur ajoutée des produits, est-ce une piste à creuser ?**

Je le pense. L'agriculteur doit se réapproprier la valeur ajoutée. Se démarquer sur un produit de base comme le lait, ce n'est pas simple. Je ne dénigre cependant pas les opérateurs ayant choisi de se « limiter » à produire du lait. J'ai constaté qu'il était moins compliqué d'attirer le consommateur vers un fromage typé car il aura envie de celui-là et pas d'un autre. En écoulant sa production au départ de la ferme ou à travers un circuit court, l'agriculteur supprime également des intermédiaires et l'argent rentre directement dans sa poche. Il faut aussi être conscient de ce que tous les exploitants n'ont pas les moyens et l'envie d'investir. ■

Propos recueillis par NICOLAS DRUEZ

## Cockerill : le « froid » liégeois à moitié stratégique

**SIDÉRURGIE** ArcelorMittal fait une distinction entre des usines jugées « stratégiques » et d'autres plus « flexibles »

Après avoir condamné la phase à chaud liégeoise (581 emplois sur 2.800), ArcelorMittal a confirmé vendre aux organisations syndicales que les usines de finition du « froid » restaient stratégiques à ses yeux. Pas question, donc, de les céder dans l'hypothétique perspective d'une relance d'un Cockerill intégré.

Stratégiques, mais encore ? Le groupe dit vouloir alimenter Liège de manière prioritaire au départ des hauts-four-

neaux de Dunkerque et renforcer le leadership de certaines usines du « Finishing » liégeois par le biais d'investissements pour un total de 138 millions d'euros. « Il s'agit d'un véritable schéma d'avenir pour la sidérurgie liégeoise », assure ArcelorMittal.

Sont donc stratégiques, pour le marché automobile : le Recuit Continu (acier à très haute résistance) de Kessales, couplé au fameux procédé de revêtement sous vide développé à Liège, ainsi

que les lignes de galvanisation Eurogal à Ramet et d'électrozincage HP5 à Marchin. Dans la production de tôles fines, ce sont les lignes de Packaging de Tilleul ainsi que la Galva VII combinée à la ligne de peinture LP2, à Ramet, destinées aux clients industriels, qui seront privilégiées. Enfin, ArcelorMittal compte moderniser la gestion de l'énergie et conserver la cokerie de Seraing, rénovée, en activité.

Le revers de la médaille, c'est que les

autres outils, parmi lesquels le laminoir de Chertal, les lignes Galva IV et V (Flémalle), les lignes HP3 et HP4 (Marchin) seront confinés à un rôle de tampon. « Leur taux de marche évoluera en fonction de la fluctuation des marchés (haute ou basse conjoncture), de leur compétitivité en coûts, en service et en qualité », précise-t-on chez ArcelorMittal.

« Une moitié environ des travailleurs du froid sera donc versée dans la partie stratégique alors que l'autre moitié,

dans la partie "flexible", sera condamnée à mourir à petit feu par défaut d'investissement », dénonce Jordan Atanasov (CSC-Métal). Alors que, pour Egidio Di Panfilo (Setca), « on ne peut pas croire aux promesses d'investissement d'un groupe qui est endetté à hauteur de 23 milliards de dollars. Et ce, alors qu'on s'attend à une nouvelle vague de licenciements dans les fonctions de support, qui pourrait toucher 300 employés. » ■

BENOÎT JULY